Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 mai 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre I du Code de Procédure Pénale Militaire",

et, le 5 juillet 1955, sur un projet de loi "complétant la loi du 27 mai 1870 contenant le Code Pénal Militaire", a donné le 7 décembre 1955 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e Mei 1955 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 15 Juni 1899 inhoudende titel I van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger",

en, de 5e Juli 1955, over een ontwerp van wet "tot aanvulling van de wet van 27 Mei 1870 houdende het Wetboek van militair Strafrecht", heeft de 7e December 1955 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Les modifications du Code pénal militaire et du Code de procédure pénale militaire dont le Conseil d'Etat est saisi par les deux projets gagneraient, en raison des incidences qu'elles ont les unes à l'égard des autres, à ne pas être dissociées et à faire l'objet d'un projet unique. C'est aussi en raison de ces incidences que le Conseil d'Etat a procédé conjointement à l'examen des deux textes et formule ses observations en un seul avis.

L'un de ces projets (L.4832) insère dans le Code pénal militaire un chapitre VII bis, intitulé : "De la violation de certaines dispositions réglementaires étrangères", dont il formera l'article 57 bis.

Le § 1er de cet article érige en infraction sanctionnée par des peines le fait de contrevenir, sur le territoire d'un Etat étranger, à la législation de cet Etat en matière forestière, rurale, de chasse, de pêche, de circulation routière, de douanes, de change ou de réglementation des importations ou exportations, lorsque l'infraction est commise par un militaire sur le territoire d'un Etat étranger où il est en service ou encore par une personne attachée à une fraction de l'armée se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger ou autorisée à suivre un corps de troupes qui fait partie de cette fraction de l'armée, lorsque le fait est commis sur ce territoire.

La nouvelle disposition érige donc en infractions de droit belge des infractions à la loi étrangère commises à l'étranger par des militaires ou des personnes attachées à l'armée ou autorisées à suivre un corps de troupes.

L'autre projet (L.4742) tend à déterminer quelles sont les juridictions belges compétentes pour juger

.../...

ces infractions. Il règle cette question en apportant des modifications aux articles 19 et 23 du Code de procédure pénale militaire.

Sous l'empire de la législation actuelle, en temps de paix comme en temps de guerre, le militaire est jugé par la juridiction militaire pour toutes les infractions aux lois pénales militaires ou de droit commun (article 21 du Code de procédure pénale militaire), mais la juridiction ordinaire est seule compétente pour certaines infractions précisées à l'article 23 du Code de procédure pénale militaire, sauf l'exception prévue au dernier alinéa de cet article.

Sous l'empire du texte modifié, les infractions visées à l'article 23 resteront soumises à la juridiction militaire lorsqu'elles auront été commises sur un territoire étranger, et l'on sait par ailleurs que l'article 57 bis nouveau du Code pénal militaire érige en infractions de droit belge certaines infractions à la loi étrangère commises sur un territoire étranger dans les matières précisées à l'article 23.

La modification apportée à l'article 23 est donc nécessaire pour rendre les juridictions militaires compétentes dans les matières envisagées.

On fera peut être observer qu'il n'y a pas de correspondance parfaite entre certaines infractions prévues à l'article 57 bis nouveau du Code pénal militaire et celles qui sont visées par l'article 23 nouveau du Code de procédure pénale militaire. Si, en effet, la contravention à la législation étrangère en matière forestière, rurale, de chasse, de pêche, de circulation routière et de douanes trouve un équivalent dans les matières énumérées à l'article 23, il n'en est pas de

.../...

même pour les infractions à la loi étrangère en matière de change ou de réglementation des importations ou exportations.

Cette absence de concordance entre les deux textes est toutefois sans influence en ce qui concerne la compétence des juridictions militaires à l'égard des militaires se rendant coupables de pareilles infractions. Cette compétence, en effet, restera réglée par l'article 21 du Code de procédure pénale militaire, auquel l'article 23 du même Code n'apporte pas de dérogation puisqu'il ne prévoit pas les matières du change ou de la réglementation des importations ou exportations. Il n'est donc pas nécessaire de modifier l'article 23 précité pour donner compétence aux juridictions militaires dans les matières dont il s'agit : cette compétence est de droit commun à défaut de disposition dérogatoire, inexistante en l'espèce.

En même temps qu'il généralise la compétence des juridictions militaires en ce qui concerne certaines infractions commises à l'étranger, le projet L.4742 poursuit également un autre but : harmoniser les articles 19 et 23 du Code de procédure pénale militaire.

En ce qui concerne la compétence des juridictions militaires, la situation faite aux personnes attachées à l'armée ou autorisées à suivre un corps de troupes, dont il est question à l'article 19, n'est pas la même que celle faite aux militaires, dont il est question à l'article 23.

.../...

Il suffit de noter, à cet égard, qu'en temps de guerre, les personnes visées à l'article 19 sont jugées par les juridictions militaires pour toutes les infractions, y compris celles prévues par l'article 23, alors que pour ces dernières infractions les militaires relèvent en principe de la juridiction ordinaire.

Le projet L.4742 entend rapprocher la situation des personnes appartenant à ces deux catégories.

Sous l'empire des articles 19 et 23 modifiés, en temps de paix comme en temps de guerre ces deux catégories de personnes seront désormais jugées par les juridictions militaires pour les infractions visées à l'article 23 commises à l'étranger, et par les juridictions ordinaires pour les mêmes infractions commises en Belgique.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

I.

Le projet L.4832 règle notamment la même matière que les ordonnances relatives aux douanes et à la circulation routière, prises par le commandant en chef des forces belges en Allemagne, en application de la loi du 14 juillet 1951 concernant l'exécution de la Convention belgo-britannique du 23 décembre 1949 relative au statut des forces belges d'occupation en Allemagne.

.../...

Il en résulte que ces ordonnances deviennent sans objet et n'ont plus de raison d'être maintenues.

II.

Dans son commentaire de l'article 57 bis, § 2, à introduire dans le Code pénal militaire, l'exposé des motifs porte notamment que la durée ainsi que le caractère obligatoire ou facultatif de la déchéance du droit de conduire un véhicule seront déterminés par l'article 2 de la loi du 1er août 1899 et que "la récidive existera sans qu'il y ait lieu de tenir compte du territoire où les infractions antérieures ont été commises et du règlement, belge ou étranger, qui a été violé en matière d'infraction à la police du roulage".

D'après les explications fournies au Conseil d'Etat, la déchéance pourra être prononcée, dans les conditions de la loi belge, quel que soit le territoire où l'infraction à la police du roulage a été commise. C'est ainsi que si le coupable "a, dans l'année précédant l'infraction, subi deux condamnations pour excès de vitesse" (article 2, 2°, b, de la loi du 1er août 1899, modifié par la loi du 1er août 1924), il pourra être déchu du droit de conduire, même si une des deux condamnations a été subie pour infraction à la réglementation étrangère sur le territoire étranger et l'autre pour infraction à la réglementation belge sur le territoire belge. L'article 57 bis, § 2, prévoit donc que l'on doit tenir compte de l'infraction à la réglementation étrangère sur le roulage pour

.../...

apprécier la récidive spéciale visée par la loi belge en matière de déchéance du droit de conduire.

Faute d'un texte analogue au § 2, il n'en sera pas de même, par contre, en ce qui concerne les autres infractions à la législation étrangère prévues par l'article 57 bis. C'est ainsi qu'une infraction en matière de chasse commise à l'étranger ne pourra pas être prise en considération pour la détermination de la récidive spéciale prévue par l'article 18 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

III.

Aux termes du § 3, 3°, de l'article 57bis, "l'action publique ne pourra être exercée que sur la plainte du Ministre de la Défense nationale ou de l'autorité désignée par lui à cet effet qui pourra transiger. L'exécution des conditions de la transaction éteindra l'action publique".

Il résulte des explications fournies par les délégués du Gouvernement que la transaction visée par cette disposition ne doit pas être rapprochée de la procédure prévue par les articles 166 et

.../...

et suivants du Code d'instruction criminelle, mais bien de la transaction en matière douanière, sans qu'il faille cependant appliquer les règles restrictives de celle-ci là où le projet ne les prévoirait pas explicitement. Ainsi, par exemple, l'article 230 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée... et des accises interdit toute transaction "si la contravention doit être considérée comme pouvant être suffisamment prouvée en justice, et si on ne peut douter de l'intention de fraude préméditée". Cette interdiction, d'ailleurs assez théorique puisque le ministère public ne peut agir avant que l'Administration ait porté plainte ou intenté l'action (article 247 de la même loi générale), ne s'applique pas au projet, étant donné que le texte de celui-ci ne comporte aucune limitation du droit de transiger.

Aux termes de l'article 229 de la loi générale du 26 août 1822, il pourra être transigé par l'Administration en ce qui concerne notamment l'amende et la confiscation. Pareille précision ne se retrouve pas dans le texte du projet. Il ne semble pas toutefois qu'elle soit indispensable. En effet, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'autoriser l'Administration à transiger sur une peine d'emprisonnement, que le ministère public peut d'ailleurs seul requérir. Il résulte du projet que l'exécution des conditions de la transaction éteindra l'action publique, ce qui signifie que la transaction conclue par l'Administration aura pour effet d'empêcher l'application d'une peine privative de liberté. La possibilité d'une transaction prévoyant comme condition un emprisonnement est exclue dans la pensée du Gouvernement.

.../...

Il importerait de spécifier dans le texte du projet jusqu'à quel moment il pourra être transigé par l'Administration.

Les règles sont, en effet, différentes à cet égard en matière de douane et en matière de change. En matière de douane, il est admis que l'Administration peut accorder transaction, tant que la décision judiciaire n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire tant qu'il n'y a pas de peine prononcée d'une façon irrévocable (Rép.prat. Droit belge, V° Douanes et accises, n° 383). En matière de change, par contre, la transaction peut être accordée par l'Institut belgo-luxembourgeois du change "aussi longtemps que les juridictions de jugement compétentes en premier ressort n'auront pas été saisies de la cause, soit par citation du ministère public, soit par ordonnance de la chambre du conseil" (article 6 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, modifié par l'arrêté-loi du 4 juin 1946).

Il entre dans les intentions du Gouvernement d'adopter un critère unique pour les diverses matières visées par l'article 57 bis, § 3 (douanes, change, réglementation des importations et exportations) et de reporter le plus loin possible le moment où la transaction pourra intervenir.

Pour réaliser ces intentions, il suffirait d'intercaler entre la première et la deuxième phrase du § 3, 3°, de l'article 57 bis une phrase ainsi conçue : "Ces autorités pourront transiger jusqu'à ...".

.../...

IV.

L'article 57 bis, § 3, 2°, dispose : "La confiscation sera prononcée dans les conditions prévues par la législation de l'Etat étranger. Les choses confisquées seront mises à la disposition de cet Etat".

Cette disposition est commentée comme suit dans l'exposé des motifs : "D'autre part, si l'Etat étranger dont les droits ont été éludés ou les intérêts lésés doit pouvoir être dédommagé par des confiscations opérées à son profit, il importe aussi que la confiscation ne soit pas prononcée dans les cas où la législation douanière de cet Etat ne la connaît point. Le 2° du paragraphe 3 écarte donc l'application de l'article 42 du Code pénal et s'en réfère entièrement à la loi locale".

Etant donné que, selon l'exposé des motifs, la confiscation ne peut pas être prononcée dans les cas où la législation douanière de l'Etat étranger ne la connaît point et qu'en la matière il y a lieu de s'en référer exclusivement à la loi locale, cette intention serait mieux traduite si la première phrase du texte était rédigée comme suit :

"La confiscation ne sera prononcée que dans les conditions prévues par la législation de l'Etat étranger".

D'autre part, si les confiscations sont exclusivement prononcées dans les conditions prévues par la législation locale étrangère et si les choses confisquées en vertu de cette législation doivent être mises à la disposition de l'Etat étranger, cet abandon à l'Etat étranger ne pourrait se faire que conformément aux conventions internationales qui auraient été conclues et dans les limites fixées par celles-ci.

.../...

Par exemple :

La convention relative aux droits et obligations des forces étrangères et de leurs membres sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, signée à Bonn le 26 mai 1952, dispose en son article 35, § 2 : "La poursuite des infractions des douanes, y compris le droit de confisquer les biens, relève exclusivement de la compétence, en matière pénale, des autorités des forces intéressées. La procédure administrative allemande des amendes en matière de douane ne s'applique pas aux membres des forces. Les autorités douanières allemandes ont un droit sur les biens confisqués par les forces à la suite d'infractions douanières commises par leurs membres, dans la mesure nécessaire à la garantie du recouvrement des taxes exigibles au titre de l'action civile".

Il est certain que les choses confisquées ne pourront pas être mises à la disposition de l'Etat étranger dans la mesure où leur valeur dépasserait ce qui est "nécessaire à la garantie du recouvrement des taxes exigibles au titre de l'action civile". En rapprochant ainsi le texte de la convention précitée du texte du projet, on constate que ce dernier texte est trop large puisque, interprété littéralement, il pourrait aboutir à faire attribuer à l'Etat étranger plus que la convention conclue avec cet Etat n'avait prévu.

C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat propose un texte plus restrictif qui pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Les choses confisquées seront mises à la disposition de cet Etat, conformément aux conventions en vigueur"

Il va de soi que ce respect des conventions devra être également observé en matière de transaction sur la confiscation éventuelle et que cette transaction devra tenir compte, en conséquence, des droits que l'Etat étranger puiserait dans une convention internationale, telle que celle qui a été citée plus haut.

V.

Si, aux termes de l'article 57 bis, § 3, 3°, "l'exécution des conditions de la transaction éteindra l'action publique", il en résulte que l'action civile appartenant à l'Etat étranger et tendant au paiement des droits éludés subsistera dans la mesure où elle ne serait pas couverte par la transaction intervenue, le tout sans préjudice de l'application de conventions internationales.

VI.

Le projet L.4832/2 soulève encore les observations de pure forme ci-après :

1. A l'intitulé du projet, il y aurait lieu de remplacer le mot "complétant" par le mot "modifiant"; en effet, le projet ne se borne pas à compléter le Code pénal militaire; son article 2 en remplace une disposition.

.../...

2. L'arrêté de présentation manque.

3. La disposition liminaire de l'article 1er devrait être rédigée comme suit :

"Article 1er.-

Le Code pénal militaire du 27 mai 1870 est complété par un chapitre VIII comprenant un article 57 bis, rédigé comme suit :

Chapitre VIII. - De la violation de certaines dispositions légales ou réglementaires étrangères.

Article 57 bis. § 1er. Le militaire ...".

4. A l'article 1er, § 3, 3°, de la version néerlandaise, il convient de substituer au terme "dading" le terme "schikking", qui est plus approprié pour désigner une transaction en matière pénale.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De wijzigingen van het Militair Strafwetboek en van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, die in beide aan de Raad van State voorgelegde ontwerpen worden overwogen, zouden omwille van hun onderling verband best niet worden gescheiden maar wel in één ontwerp worden samengevoegd. Daarom ook heeft de Raad van State beide teksten samen onderzocht en zijn opmerkingen in één advies bijeengebracht.

Een van die beide ontwerpen (L.4832) voegt in het Militair Strafwetboek een hoofdstuk VII bis in, met als opschrift : "Overtreding van zekere buitenlandse reglementbepalingen", dat artikel 57 bis zal uitmaken.

In paragraaf 1 wordt het overtreden, op het grondgebied van een vreemde Staat, van de wetgeving van die Staat betreffende bos-, veld-, jacht-, visvangst-, wegverkeer-, douane- en deviezen aangelegenheden of de reglementering inzake in- en uitvoer, tot een misdrijf waarop straffen staan, wanneer het misdrijf wordt gepleegd door een militair op het grondgebied van een vreemde Staat waar hij in dienst is, of nog door een persoon die verbonden is aan een fractie van het leger welke zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevindt, dan wel gemachtigd werd om een tot die fractie van het leger behorend troepenkorps te volgen, wanneer het feit op dat grondgebied is begaan.

Door de nieuwe bepaling worden derhalve overtredingen van de vreemde wet, in het buitenland gepleegd door militairen of door personen die aan het leger zijn verbonden of gemachtigd werden om een troepenkorps te volgen, als misdrijven volgens Belgisch recht aangemerkt.

.../...

Het tweede ontwerp (L.4742) strekt ertoe, te bepalen welke Belgische gerechten van die misdrijven zullen kennis nemen. Deze regeling is uitgewerkt in de vorm van een wijziging van de artikelen 19 en 23 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger.

Onder de gelding van de huidige wetgeving wordt een militair in vredestijd zoals in oorlogstijd door het militair gerecht berecht voor elke overtreding van de militaire of de gewone strafwetten (artikel 21 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger), maar is alleen de gewone rechter bevoegd om kennis te nemen van sommige in artikel 23 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger omschreven misdrijven, behoudens de uitzondering bepaald in het laatste lid van dit artikel.

In de regeling van de gewijzigde tekst blijven de in artikel 23 omschreven misdrijven ter kennisneming van de militaire rechter wanneer zij op vreemd grondgebied gepleegd zijn; overigens is het bekend dat het nieuwe artikel 57 bis van het Militair Strafwetboek sommige overtredingen van de vreemde wet, in het buitenland gepleegd met betrekking tot de in artikel 23 bedoelde aangelegenheden, als misdrijven volgens Belgisch recht aanmerkt.

De wijziging in artikel 23 is dus noodzakelijk om de militaire rechter in de hier bedoelde materie bevoegdheid te verlenen.

Wellicht kan men opwerpen dat tussen sommige misdrijven in artikel 57 bis van het Militair Strafwetboek bedoeld en de misdrijven bedoeld in het nieuwe artikel 23 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger geen volledige overeenstemming bestaat. Terwijl overtredingen

.../...

van de buitenlandse wetgeving inzake boswezen, landbouw, jacht, visserij, wegverkeer en douane een aequivalent onder de in artikel 23 genoemde aangelegenheden vinden, kan dit niet meer worden gezegd voor overtredingen van de vreemde wet inzake regeling van deviezen of van invoer en uitvoer.

Dit gemis van overeenstemming tussen beide teksten blijft evenwel zonder invloed op de bevoegdheid van de militaire rechter ten opzichte van de militairen die zich aan zodanige misdrijven schuldig maken. Deze bevoegdheid blijft immers verder geregeld door artikel 21 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, waarvan artikel 23 van hetzelfde Wetboek niet afwijkt, aangezien in dat artikel geen sprake is van de deviezen- of van de invoer- en uitvoerreglementering. Artikel 23 hoeft derhalve niet gewijzigd te worden om de militaire rechter bevoegd te maken in de hier bedoelde materie : zijn bevoegdheid is het gemeen recht zolang geen afwijkende voorschriften dienaangaande bestaan.

Tegelijk met de verruiming van de bevoegdheid van de militaire rechter ten aanzien van sommige in het buitenland gepleegde misdrijven wil het ontwerp L.4742 nog een ander doel bereiken, namelijk de harmonisering van de artikelen 19 en 23 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger.

Wat de bevoegdheid van de militaire rechter betreft, zijn de personen die aan het leger zijn verbonden of gemachtigd werden om een troepenkorps te volgen, van wie sprake is in artikel 19, niet in dezelfde toestand als de militairen van wie sprake is in artikel 23.

.../..

Te dien aanzien kan men volstaan met er op te wijzen dat de in artikel 19 bedoelde personen in oorlogstijd door de militaire rechter wegens alle misdrijven, met inbegrip van de in artikel 23 genoemde misdrijven, worden berecht, terwijl de militairen wegens laatstgenoemde misdrijven in beginsel voor de gewone rechtbanken komen.

Het ontwerp L.4742 wil de behandeling van beide categorieën gelijkvormiger maken.

In de regeling van de gewijzigde artikelen 19 en 23 worden beide categorieën van personen zowel in vredestijd als in oorlogstijd voortaan door de militaire rechter berecht wegens de in artikel 23 bedoelde misdrijven die in het buitenland worden gepleegd, en door de gewone rechter wegens dezelfde misdrijven als deze in België worden gepleegd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

I.

Het ontwerp L.4832 regelt inzonderheid dezelfde stof als de verordeningen inzake douane en wegverkeer uitgevaardigd door de opperbevelhebber van de Belgische strijdkrachten in Duitsland bij toepassing van de wet van 14 Juli 1951 betreffende de uitvoering van de Belgisch-Britse overeenkomst van 23 December 1949 betreffende het statuut van de Belgische bezettingstroepen in Duitsland.

Daaruit volgt dat die verordeningen geen voorwerp meer hebben en niet langer moeten worden gehandhaafd.

.../...

J.L.

In haar commentaar op artikel 57 bis, § 2, dat in het Militair Strafwetboek wordt ingevoegd, verklaart de memorie van toelichting namelijk dat "de duur als mede de verplichte of facultatieve aard van de vervallenverklaring van het recht om een motorvoertuig te besturen zullen worden bepaald bij artikel 2 van de wet van 1 Augustus 1899 en dat er herhaling zal zijn zonder dat rekening dient gehouden met het grondgebied waarop de vroegere misdrijven werden gepleegd en met het Belgisch of buitenlands reglement dat werd overtreden door inbreuk op de politie van het vervoer".

Volgens de uitleg die aan de Raad van State is verstrekt, zal de vervallenverklaring, onder de voorwaarden bij de Belgische wet gesteld, kunnen worden uitgesproken, op welk grondgebied ook het verkeersmisdrijf is gepleegd.

Aldus zal de schuldige, indien hij "in de loop van het jaar vóór de overtreding tweemaal gestraft werd wegens ongeoorloofde snelheid" (artikel 2, 2°, b, van de wet van 1 Augustus 1899, gewijzigd bij de wet van 1 Augustus 1924), van het recht een rijtuig te voeren kunnen worden vervallen verklaard, zelfs al is de ene veroordeling uitgesproken wegens overtreding van de vreemde

.../..

verordening op vreemd grondgebied, en de andere wegens overtreding van de Belgische verordening op Belgisch grondgebied. Artikel 57 bis, § 2, bepaalt derhalve dat de buitenlandse verkeersreglementering in aanmerking komt bij de toepassing van de regelen betreffende de bijzondere herhaling die de Belgische wet kent inzake vervallenverklaring van het recht om een rijtuig te voeren.

Bij gebreke van een soortgelijke tekst in § 2, is dit niet meer het geval voor de overige, in artikel 57 bis bedoelde, misdrijven volgens het vreemde recht. Zo zal een in het buitenland gepleegd jachtmisdrijf niet in aanmerking komen voor de vaststelling van de bijzondere herhaling die in artikel 18 van de jachtwet van 28 Februari 1882 is omschreven.

III.

Luidens § 3, 3°, van artikel 57 bis "kan de publieke vordering slechts uitgeoefend worden op de klacht van de Minister van Landsverdediging of van de door hem daartoe aangewezen overheid die dadingen kan treffen. De uitvoering der voorwaarden van de dading doet de publieke vordering vervallen".

.../...

Volgens de toelichting welke door de gemachtigden van de Regering is verstrekt, is de in deze bepaling mogelijk gemaakte schikking niet verwant aan de procedure die in de artikelen 166 en volgende van het Wetboek van strafvordering is uitgewerkt, maar wel aan de transactie in douanezaken, met terzijdestelling evenwel van de beperkende regelen inzake douane-transactie daar waar het ontwerp de toepassing daarvan niet uitdrukkelijk voorschrijft. Zo is volgens artikel 230 van de algemene wet van 26 Augustus 1822 over de heffing der invoerrechten van invoer ... en van de accijnzen" alle transactie ... verboden wanneer de overtreding moet worden gehouden voor genoegzaam in rechten te kunnen worden bewezen, en aan het oogmerk ener opzettelijke fraude niet kan worden getwijfeld". Dit verbod,dat overigens nogal theoretisch is, aangezien het openbaar ministerie eerst kan optreden nadat de administratie een klacht heeft ingeleverd of een vordering heeft ingesteld (artikel 247 van de algemene wet), vindt geen toepassing op het ontwerp, daar de tekst ervan het recht van schikking in genen dele beperkt.

.../...

Luidens artikel 229 van de algemene wet van 26 Augustus 1822 zal door de administratie omtrent geldboete en verbeurdverklaring kunnen worden getransigeerd. Deze verduidelijking staat in de tekst van het ontwerp niet te lezen, maar schijnt overigens niet volstrekt noodzakelijk te zijn. De Regering wil in haar opvatting de administratie immers niet machtigen om een schikking te treffen over een gevangenisstraf, die trouwens alleen door het openbaar ministerie kan worden gevorderd. Volgens het ontwerp gaat de publieke vordering te niet door het naleven van de voorwaarden van de schikking, hetgeen betekent dat de door de administratie getroffen schikking de toepassing van een vrijheidsstraf zal beletten. Een mogelijke schikking waarbij gevangenisstraf als voorwaarde zou worden gesteld, is in de opvatting van de Regering uitgesloten.

Voorts ware het raadzaam in de tekst van het ontwerp te bepalen tot welk tijdstip de administratie zal kunnen in een schikking treden. De douane- en de deviezenreglementeringen stellen immers uiteenlopende regelen. In douanezaken wordt aangenomen dat de administratie nog altijd in een schikking kan treden zolang de rechterlijke uitspraak niet in kracht van gewijsde is gegaan, dit wil zeggen zolang de uitgesproken straf niet onherroepelijk is (Rép.prat.dr.belg, V° Douanes et accises, n° 383). In deviezenzaken daarentegen kan door het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut in een schikking worden getreden "zolang bij de in eerste instantie bevoegde rechtsprekende rechtsmachten de zaak niet aanhangig werd gemaakt, hetzij op dagvaarding van het openbaar ministerie, hetzij bij bevel van de

.../...

raadskamer" (artikel 6 van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de wisselcontrôle, gewijzigd bij de besluitwet van 4 Juni 1946).

De Regering wil nu een enkel criterium aannemen voor de verschillende, in artikel 57 bis, § 3, (douane-, deviezen-, invoer- en uitvoerreglementering) genoemde aangelegenheden en de mogelijkheid van een schikking zo lang mogelijk open houden.

Om die bedoeling te verwezenlijken, volstaat de invoeging tussen de eerste en de tweede volzin van § 3, 3°, van artikel 57 bis van een als volgt luidende zin : "Deze overheden zullen een schikking kunnen toestaan tot ...".

IV.

Artikel 57 bis, § 3, 2°, luidt als volgt : "De verbeurdverklaring wordt uitgesproken onder de voorwaarden als voorzien door de wetgeving van de vreemde Staat. De verbeurdverklaarde zaken worden ter beschikkin van die Staat gesteld".

Deze bepaling wordt als volgt in de memorie van toelichting gecommentarieerd :

"Aan de andere kant is het ook van belang, indien de vreemde Staat wiens rechten werden ontdoken of wiens belangen werden geschaad, moet worden vergoed door te zijnen gunste uitgevoerde verbeurdverklaringen, dat de verbeurdverklaring niet zou uitgesproken worden

.../...

in de gevallen waarin de douanewetgeving van die Staat ze niet kent. Het 2° van paragraaf 3 sluit dus de toepassing van artikel 42 van het Wetboek van strafrecht uit en verwijst volledig naar de plaatselijke wet".

Aangezien de verbeurdverklaring volgens de memorie van toelichting niet kan worden uitgesproken in de gevallen waarin de douanewetgeving van de vreemde Staat ze niet voorschrijft en men dienaangaande uitsluitend de plaatselijke wet in acht moet nemen, ware deze bedoeling beter als volgt weer te geven : "de verbeurdverklaring wordt enkel onder de voorwaarden als bepaald in de wetgeving van de vreemde Staat, uitgesproken".

Anderzijds, indien de verbeurdverklaring alleen onder de voorwaarden, bij de plaatselijke wetgeving bepaald, wordt uitgesproken en de krachtens deze wetgeving verbeurdverklaarde goederen ter beschikking van de vreemde Staat moeten worden gesteld, kan deze afstand ten voordele van de vreemde Staat niet plaats hebben dan overeenkomstig de internationale overeenkomsten die mochten zijn gesloten, en in de aldaar vastgestelde gevallen.

Bijvoorbeeld :

De Overeenkomst betreffende de rechten en plichten van buitenlandse strijdkrachten en hun leden op het grondgebied van de Duitse Bondsrepubliek, te Bonn op 26 Mei 1952 ondertekend, bepaalt in artikel 35, § 2 : "De vervolging van douane-overtredingen, met

.../...

inbegrip van het recht tot verbeurdverklaring van goederen, behoort op strafrechtelijk gebied uitsluitend tot de bevoegdheid van de overheden van de betrokken strijdkrachten. De Duitse administratieve procedure voor geldboeten bij douane-misdrijven is niet van toepassing op de leden van de strijdkrachten. De Duitse douane-overheden hebben recht op de goederen die de strijdkrachten naar aanleiding van douane-misdrijven door hun leden gepleegd, mochten verbeurd verklaren, voor zover nodig is als zekerheid van de betaling van de rechten die bij de burgerlijke vordering kunnen worden geëist".

Het is duidelijk dat de verbeurdverklaarde goederen niet ter beschikking van de vreemde Staat mogen worden gesteld voor zover de waarde daarvan hoger zou zijn dan "nodig is als zekerheid van de betaling van de rechten die bij de burgerlijke vordering kunnen worden geëist".

Wanneer men nu de tekst van voornoemde overeenkomst en de tekst van het ontwerp onderling vergelijkt, stelt men vast dat deze laatste tekst te ruim is, aangezien de vreemde Staat bij een letterlijke interpretatie van die tekst meer zou kunnen ontvangen dan de met die Staat gesloten overeenkomst had voorgeschreven.

Daarom stelt de Raad van State de volgende tekst voor, die minder ruim is :

.../...

"De verbeurdverklaarde goederen worden ter beschikking van de vreemde Staat gesteld overeenkomstig de geldende internationale overeenkomsten".

Het spreekt vanzelf dat bij transacties over eventuele verbeurdverklaringen ook op die overeenkomsten zal moeten worden gelet en dat die transactie bijgevolg rekening zal moeten houden met de rechten die de vreemde Staat krachtens een internationale overeenkomst, als hierboven aangehaald, mocht hebben.

V.

Luidens artikel 57 bis, § 3, "doet de uitvoering der voorwaarden van de dading de publieke vordering vervallen" maar blijft de burgerlijke vordering van de vreemde Staat tot het bekomen van de betaling der ontdoken rechten bestaan voor zover zij door de totstandgekomen schikking niet is gedekt, een en ander onverminderd de toepassing van de internationale overeenkomsten.

VI.

Bij het ontwerp L.4832 zijn nog de volgende opmerkingen te maken :

1. In het opschrift van het ontwerp dient de term "aanvulling" vervangen te worden door "wijziging", aangezien het ontwerp het Militair Strafwetboek niet alleen aanvult maar in artikel 2 een bepaling daarvan vervangt.

.../...

2. Het indieningsbesluit bij het ontwerp van wet ontbreekt.

3. De inleidende bepaling van artikel 1 worde gesteld als volgt :

"Artikel 1.-

Het Militair Strafwetboek van 27 Mei 1870 wordt aangevuld met een hoofdstuk VIII en met een artikel 57 bis, luidend als volgt :

HOOFDSTUK VIII.- Overtreding van sommige buitenlandse wets- of reglementsbepalingen .

Artikel 57 bis, § 1. De militair ...".

4. In artikel 1, § 3, 3°, van de Nederlandse tekst vervange men "dading" door "schikking", welke term beter past voor een transactie in strafzaken.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
De Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	J. COYETTE,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	P. COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,	
	P. ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.